



L'Assemblée nationale met en jeu une coupe en football dénommée « coupe de l'Assemblée nationale »

Page 11

*L'information des campus et des centres de recherche pour le monde,
L'information du monde pour les campus et les centres de recherche*



Sciences-Campus Info

Science - Politique - Education - Société - Economie

Quotidien n°330 du jeudi 16 mars 2017 / Tél: +226 76 60 97 21/ +226 25 37 36 39 BURKINA FASO

Quotidien numérique

Découvrez vos offres d'emploi à partir de la page 13.

Club RFI Bobo-Dioulasso
Les mouvements d'auto-défense au cœur d'une conférence

Page 8



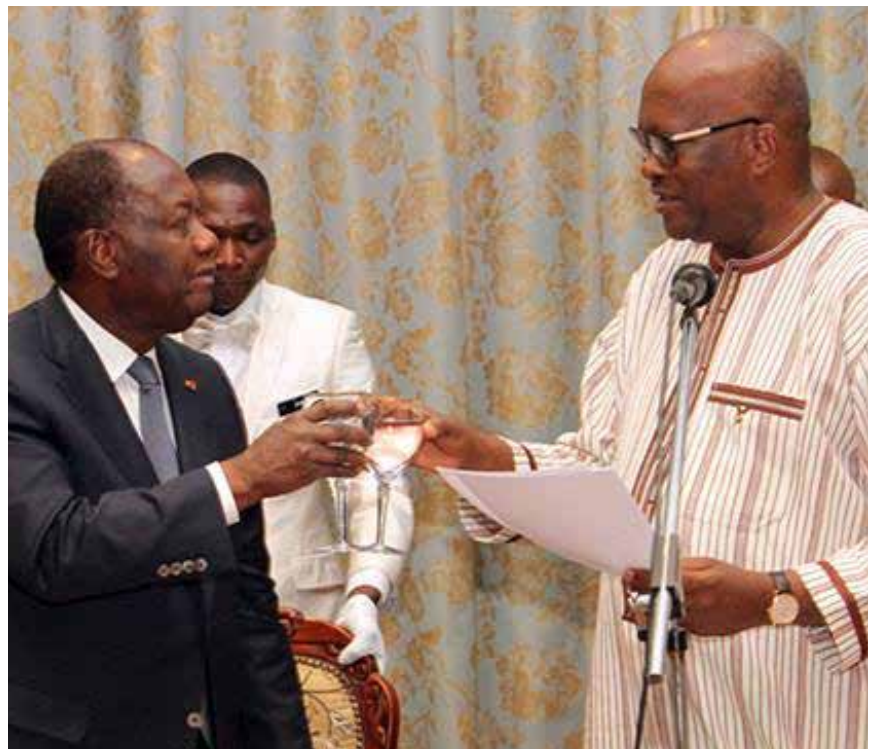
9ème session du cadre de concertation tripartite : Examen des prix de certains produits de grandes consommations

Page 6



Présence, du Président ivoirien à Ouaga au FESPACO : entre succès diplomatique et anguilles sous Rock

Page 2



Authorisation officielle n°1238/2016/CAO/TGI.OUA/P.F.

**Vous voulez communiquer sur votre organisation, vos valeurs, votre vision...
Ce support, c'est ce qu'il vous faut...**

Avec Sciences-Campus Info, l'impact est plus que certain



POLITIQUE

Présence, du Président ivoirien à Ouaga au FESPACO : entre succès diplomatique et anguilles sous Rock

Région du Centre



En mondovision, les deux Chefs d'Etat ont brandi et remis le trophée de l'Etalon d'or au sénégalais Alain Gomis dans une extase de victoire collective jamais vue dans l'histoire du Festival.

Alassane Dramane OUATTARA (ADO), le Président ivoirien a co-présidé avec le Président Rock Mark Christian KABORE la 17^{ème} édition du FESPACO le samedi 4 mars 2017 dans une cérémonie riche en couleurs, en symboles, en ressources identitaires de "nos fiers aïeux", pour paraphraser un extrait de l'hymne national voltaïque. En mondovision, les deux Chefs d'Etat ont brandi et remis le trophée de l'Etalon d'or au sénégalais

Alain Gomis dans une extase de victoire collective jamais vue dans l'histoire du Festival. Cette hyper-convivialité, voire ritualisation était-elle seulement événementielle ? Quelle lecture politico-diplomatique peut-on en faire ? Puissent Merle¹,

Terray², ou Mbembé³ nous autoriser de nous y essayer, dans l'intelligibilité des relations internationales.

La Côte d'Ivoire a été l'invitée d'honneur de la 17^{ème} édition du FESPACO. Ce pays est l'un des grands animateurs de ce festival depuis son existence. La mémoire du FESPACO c'est celle

1 Merle.M : *Forces et enjeux dans les Relations internationales*, Paris, Economica, éd Col, politique comparée, 1985.
Merle.M : *Sociologie des Relations internationales*, Paris, Dalloz, 4^e édition, 1988.

2 Terray.E : *la politique étrangère et ses fondements*, Paris, Colin, 1954.

3 Mbembé A : *De la postcolonie: essai sur l'imagination politique dans l'Afrique contemporaine*, Paris, Karthala, 2000 ;

La suite à la page 3.



POLITIQUE

La suite de la page 2.

de ses grands talents dont compte la Côte d'Ivoire à travers des cinéastes/acteurs de renoms tels que Désiré Ekaré, Fadiga Kramo-Lanciné, Owell Brown, Roger Gnoan M'Balla etc. Le FESPACO, ce n'est pas que le cinéma, c'est aussi le marché des autres arts (musical, culinaire, vestimentaire, etc.), dans des espaces d'ambiance festive à Ouagadougou où l'on retrouve la Côte d'Ivoire. Traditionnellement, le FESPACO a toujours rimé avec ce pays voisin. Comment cela pourrait en être autrement, sinon qu'à se méprendre de l'histoire coloniale qui avait scellé la Haute Côte d'Ivoire (devenue Haute Volta et de nos jours Burkina Faso) et de la Basse Côte d'Ivoire (devenue Côte d'Ivoire) dans un destin commun toujours présent dans la mémoire collective. Pour ne pas tenter une analyse de leur existence en tant que Etats modernes eu égard à l'insécurité épistémologique que charrie le concept, nous nous limitons à dire tout simplement que le temps des populations de ces deux pays dépasse largement celui de leur histoire coloniale. Assignées, elles l'ont été et le seront par leur Histoire propre et leur Géographie qui ont fécondé leurs cultures, forteresses imprenables des avatars des temps modernes. Il n'y a pas fondamentalement de différence d'être Lobi au Burkina et de l'être en Côte d'Ivoire, d'être Sénoufo en Côte d'Ivoire et de l'être au Burkina. Y en aura-t-il demain ? Laissons la réponse aux futurologues et contentons-nous de l'empirisme méthodologique des faits constitués.

Ces deux pays, après leur indépendance pour chacun, on les

retrouve sur les rails de l'existence étatique où leurs deux wagons se sont tantôt heurtés, tantôt embrassés, tantôt distancés au gré des conducteurs (les leaders politiques) du moment. Ces derniers mus par leurs intérêts personnels et/ou de leurs peuple ont diversement influencé les relations entre les deux nations qui auraient pu n'en être qu'une, Si Houphouët Boigny n'avait pas préféré être la tête d'un rat au lieu d'être la queue d'un éléphant. Toujours est-il qu'on aura constaté de son long règne (33ans), que le premier Président de la Côte d'Ivoire au-delà de l'affaire Ouezzin Coulibaly, n'a pas ouvertement allumé de torchon entre la Côte d'Ivoire et la Haute Volta. "La terre appartient à celui qui la met en valeur", sa conception sur le rapport au foncier en Côte d'Ivoire a favorisé une forte implantation de voltaïques qui sont, par-delà la main d'œuvre dans les champs des autochtones, devenus des propriétaires terriens. Maurice Yameogo (premier président de la Haute Volta), à qui il offrait gîte et couvert, n'aurait-il pas été dans un certain langage, son "bon petit".

Sous le Président Lamizana, le ciel est demeuré serein entre les deux pays jusqu'au président Saye Zerbo qui a instaurer le fameux laissez-passer perçu aussi bien comme symbole d'un nationalisme, d'un refus de l'exploitation des voltaïques, que d'une revendication d'indépendance par rapport à un pays voisin (la Côte d'Ivoire) que les voltaïques ont trop servi depuis la colonisation. Dès lors, le ciel était devenu brumeux entre Ouaga et Abidjan. Il sera suffisamment nuageux

assorti d'éclairs, sous le Président Sankara dont les CDR de Pierre Ouédraogo ne cessaient d'abattre le caïman aux yeux gluants, visant ainsi l'homme de la lagune Ebrié.

Le 15 octobre 1987, l'assassinat du Président Sankara, dont certains y voient la foudre venue d'Abidjan, est la conséquence des endessous détestables des relations entre les deux pays. Après la pluie, le beau temps dit-on. Ouaga et Abidjan en sont aux mimosas, au propre et au figuré. Entre temps, la Côte d'Ivoire est devenue « beau pays » du Burkina de par l'épouse du Président Blaise Compaoré. Mais c'était sans compter avec la thèse de l'ivoirité qui, conçue à l'issue de la compétition pour la succession au pouvoir entre Bédié (alors président de l'Assemblée Nationale) et Alassane Dramane Outattara (ADO). Alors premier Ministre, ADO fut l'instaurateur de la carte de séjour aux étrangers en Côte d'Ivoire dont la majorité est burkinabè. Dans sa compétition avec Bédié, les burkinabé sont désormais soupçonnés de vouloir "retirer" la Côte d'Ivoire aux ivoiriens. Ouattara en est l'exemple tout désigné, lui dont l'origine burkinabé sera visée par une loi constitutionnelle "exclusionniste ET et OU" (être ivoirien de père "ET" de mère en lieu et place de l'ancienne disposition : être ivoirien de l'un "OU" de l'autre des deux parents) pour valider sa candidature à la présidence ivoirienne. Les présidents Bédié, Guéi et Gbagbo en feront bien usage. Tellement bon usage par le dernier cité, contre le pouvoir duquel se déclenchera la rébellion en 2002. Blaise Compaoré, président du Burkina

La suite à la page 4.



La suite de la page 3.



Alassane Dramane OUATTARA (ADO), le Président ivoirien et le Président Rock Mark Christian KABORE.

Faso d'où est partie la rébellion et Gbagbo, président de la Côte d'Ivoire se regarderont en chiens de Fayence. Quand l'un menace de faire pleuvoir des obus sur la tête d'un pays voisin, l'autre lui rétorque qu'il finira à la CPI (Cour pénale internationale). La Côte d'Ivoire tombe dans une sorte de déconfiture ; des burkinabé sont massacrés et leurs biens saccagés, sans pardon jusqu'à nos jours. Eux aussi auraient massacrés des ivoiriens. Le vocable assaillant les indexe à souhait. Dans tous les cas, déjà à partir de 1999, l'opération bayiri, retour forcé au bercail enregistré par vagues, des milliers de burkinabé dont certains arrivaient au pays pour la première fois. Les relations entre les deux pays sont exécrables sur une décennie. Cela n'empêchera pas la forte implication du régime

Compaoré au retour de la paix en Côte d'Ivoire en 2007 par l'APO (Accord de Paix de Ouagadougou) avec pour cerise sur gâteau, l'organisation des élections en 2010 dont la victoire de Ouattara est contestée par Gbagbo qui ne cèdera que sous les coups de boutoir de la communauté internationale amenée par la France. Gbagbo est à la CPI dans un procès qui tarde à lui donner tort, sans lui donner raison.

En 2014, le Burkina Faso traverse une insurrection populaire puis une transition politique et surtout un certain coup d'Etat, pour déboucher sur l'élection remportée par Rock Kaboré le 29 novembre 2015. Dans le putsch éphémère de septembre 2015, les autorités de la transition et une large frange de l'opinion nationale burkinabé

y voient la main des autorités ivoiriennes en l'occurrence celle du second homme fort, ancien chef rebelle, le Président de l'Assemblée Nationale Guillaume Soro. Des écoutes téléphoniques entre lui et le Général Bassolé toujours incarcéré (dont on dit grabataire), en seraient les pièces à conviction. Le Burkina lance un mandat d'arrêt international contre Soro, l'atmosphère entre les deux pays est délétère.

Début fin décembre 2016, ADO et Rock se rencontrent dans leurs statuts actuels. Rock hérite du dossier brûlant de la demande d'extradition de la seconde personnalité de la Côte d'Ivoire. Pour certains, c'est trop oser, voire périlleux de rechercher un règlement judiciaire au Burkina avec cette personnalité. Les zélés

La suite à la page 5



POLITIQUE

La suite de la page 4

de l'insurrection populaire à laquelle Rock doit en partie son pouvoir n'en démordent pas. Pour d'autres, c'est la voie de la sagesse. Si ça casse entre la Côte d'Ivoire et le Burkina, personne n'en sortira gagnant. Que faire ? Question à 1 FCFA. Le président du Faso penche pour la voie diplomatique. Il est soupçonné de lâcheté, de couardise de falsification du dossier au profit de ses propres intérêts économiques et financiers en Côte d'Ivoire. L'essentiel de ses biens déclarés en tant que président du Faso porte la destination Côte d'Ivoire. L'ancien président du Sénégal Wade a toujours souscrit à une meilleure diplomatie avec les pays voisins, pour la simple raison qu'il préfère des ennemis plus éloignés. Discrètement, la diplomatie burkinabé se met en marche. Trois grosses têtes du Gouvernement se rendent au Bord de la lagune. A voir leurs mines sur photo officielle à l'issue de la visite, on constate que la mission n'a pas été une sinécure. Ils rapportent cependant du résultat. Un fin connaisseur de ce pays, Zongo Mahamoudou sociologue, enseignant-chercheur, spécialiste des migrations Côte d'Ivoire-Burkina, y est dépêché par la suite comme ambassadeur à la veille de la tenue du TAC (traité d'amitié et de coopération) entre les deux pays en juillet 2016. Il réchauffe les relations entre les deux voisins. C'est en présence des présidents Roch Marc Christian Kaboré et Alassane Ouattara; le cœur des débats a été politique, avec la lutte contre le terrorisme et les questions autour de l'ex-président

burkinabé Blaise Compaoré. Mais les enjeux de la rencontre sont aussi économiques, avec trois questions principales : le projet de construction de l'autoroute Yamoussoukro-Ouagadougou, la réhabilitation du chemin-de-fer Abidjan-Ouagadougou, et enfin l'approvisionnement du Burkina Faso en hydrocarbures

Avec le ministre Alpha Barry et les fins limiers du cru, le génie diplomatique élabore les schémas dans le bois sacré. Il faut inventer le fil à couper le beurre dans la finesse et à arrondir les angles. Les moyens sont mobilisés pour séduire la Côte d'Ivoire. Et puisse qu'elle est devenue de nous jours l'un des atouts majeurs de capacitation en diplomatie et relations internationales, la culture est mise à contribution. Le Ministre en charge (premier de la classe dans une évaluation des ministres de Rock) va à la rescousse. Dame Côte d'Ivoire n'a pas pu résister à la séduction. Le ministre ivoirien de la culture ouvre le FESPACO, son président (ADO) le clôture en apothéose avec Rock, une semaine après. L'Etalon d'or du FESPACO, est remporté par Alain Gomis. Rock dans son esprit, l'a, quant à lui, décerné à Ouattara qui est venu de son pays dans son pays. C'est le dissolvant de l'affaire Soro, mieux encore, c'est 2020 qui se joue en ce moment où les indicateurs d'opinion au plan national ne crèvent pas le plafond pour le MPP. La Côte d'Ivoire (suivie du Ghana) est le premier réservoir des potentiels électeurs pour les futures consultations (en attendant

l'indispensable débat sur quel type de burkinabé de l'étranger mérite de voter). Bien sûr qu'il y a le recensement des burkinabé à faire, les cartes d'électeurs, les cartes consulaires à établir et à donner, et les réunions politiques à tenir y relatives. L'Allemagne et les Pays-Bas, ont maille à partir avec la Turquie ces jours-ci sur le sujet. Les usages s'ébranlent au gré de la politique politicienne qui y tire la queue de la diplomatie.

Alors, avec ADO, on gagne ou on gagne. On peut gagner dans la gestion du dossier écoute téléphonique, dans la protection des intérêts économiques et 2020. Il faut jouer à l'équilibre des liens de covalence Blaise/Ouattara, et Rock/Ouattara. C'est de bonne guerre. Avis est donc lancé à tous les partants d'ici 3 ans. Telles sont les anguilles sous Rock dans l'éclairci de l'horizon diplomatique entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso par la magie de la culture : le FESPACO. Pourvu que l'intelligence diplomatique soit au service des peuples des deux pays pour plus de paix et de pain en ces temps où les certitudes sombrent dans l'archéologie du savoir pour paraphraser Foucault⁴.

Dr Désiré Boniface SOME

Chevalier de l'Ordre du Mérite

**Université Ouaga I.
Pr Joseph Ki-zerbo**

4 Foucault. M :

L'archéologie du savoir, Paris, Gallimard, 1969.



9ème session du cadre de concertation tripartite : Examen des prix de certains produits de grandes consommations

Région du Centre



Les participants.

Le mardi 14 mars 2017, s'est tenue dans la salle des conférences de la Direction générale de la coopération à Ouagadougou, la première Assemblée Générale du cadre de concertation Tripartite de l'année 2017. Cette rencontre a pour objectif d'examiner les prix de certains produits vitaux afin de soulager la souffrance des populations. Elle a été présidée par le ministre du commerce, de l'industrie et de l'artisanat et a vu la participation du secteur privé et de la société civile.

Les travaux de la première assemblée générale extraordinaire de l'année 2017 du cadre de concertation tripartite ont débuté hier à Ouagadougou. 13 produits au total feront l'objet des échanges. Parmi ces produits, nous avons le riz, les céréales locales, les huiles alimentaires, le sucre et le pain. Le ministre du commerce, Stéphane Sanou s'est réjoui de la tenue de cette rencontre et a invité les participants à un échange franc et inclusif, pour qu'au sortir de cette rencontre, des propositions concrètes puissent être formulées

pour faciliter la vie des populations. Pour lui, ce cadre de concertation tripartite qui regroupe tous les acteurs des produits de grande consommation est l'occasion de voir comment juguler et faire en sorte que la vie chère ne s'impose pas de façon difficile à la population. « Les conclusions de cette rencontre vont s'appliquer à tous. Je pense que c'est ensemble qu'on va prendre des décisions consensuelles. Et en ce moment mon département sera bien fondé pour mener les contrôles de façon rigoureuse

La suite à la page 7.



SOCIÉTÉ

La suite de la page 6.

et vigoureuse », a-t-il ajouté.

Quant au secrétaire général de la league des consommateurs, Monsieur Pascal Zaïda, il pense qu'à l'issue de cette rencontre les consommateurs seront informés de ce que le cadre aurait arrêté comme prix réel des produits de grandes consommations.

En rappel, la décision de régler les prix des produits de première nécessité a été adoptée par le gouvernement en novembre 2011. Le cadre de concertation tripartite, lui a été institué en Juin 2011 et regroupe le gouvernement, la société civile et les opérateurs économiques. Il se réunit deux fois par an et à ce jour, huit assemblées générales ordinaires et extraordinaires se sont déjà tenues.

Alfred Sié KAM/Rédaction SCI



Le ministre Stéphane Sanou.



Le SG de la league des consommateurs Pascal Zaïda.



Club RFI Bobo-Dioulasso Les mouvements d'auto-défense au cœur d'une conférence

Région des Hauts-Bassins

Le Club RFI Bobo-Dioulasso a organisé une conférence publique le jeudi 02 mars 2017 au profit des étudiants et acteurs du droit de la ville. Placé sous le thème : « mouvements d'auto-défense : quels enjeux pour un Etat de droit ? », la conférence a permis aux participants d'être imprégnés de certaines questions d'ordre juridique.

La salle de conférence de l'Institut Français de Bobo-Dioulasso a accueilli la conférence organisée par le Club RFI sur les groupes d'auto-défense et leurs enjeux pour un Etat de droit. La conférence a été animée par le Docteur Sanwe Médar Kiéno, enseignant chercheur à l'Université Polytechnique de Bobo-Dioulasso et chef du département de droit. Les participants ont pu mieux s'imprégner de la situation des mouvements d'auto-défense au Burkina Faso et des réglementations qui existent, notamment pour recadrer les actions de ces groupes. Il est également ressorti la question des comités de quartiers pour assurer la sécurité de la population et la police de proximité qui sont des formations implantées par des dispositions prises par l'Etat et qui fonctionnent en respectant la loi. Ce qui n'est pas tout à fait le cas concernant les mouvements d'auto-défense tels que les Kolgwéogo qui agissent et fonctionnent dans l'arbitraire et l'anarchie, semant ainsi la peur au sein de la population.



la jeunesse de Bobo-Dioulasso s'est intéressé de près à la question d'Etat de droit et des organisations qui pourrait menacer la souveraineté de l'Etat.

Pour le conférencier, cela s'explique par « l'absence de l'Etat par rapport à des questions importantes comme le droit des populations à la sécurité, la propriété, la vie, la liberté ». Il ajoute que même si on peut comprendre la création de ces mouvements, leurs actions portent atteinte aux droits fondamentaux des citoyens. Il déplore par ailleurs le fait que l'Etat a du mal à imposer son autorité vis-à-vis de cette situation qui à bien des égards, peut mettre à mal la cohésion sociale. Pour lui, l'Etat doit faire respecter son autorité.

Des échanges pour impacter sur la jeunesse

Le mandat 2017 du Club RFI Bobo-Dioulasso est placé sous le signe de l'éveil de conscience de la jeunesse. Pour le président du Club Guel Zila Boris, cette conférence s'inscrit dans le cadre

de leur objectif, qui est d'offrir à la jeunesse un cadre de réflexion, de débats et d'échanges. Il s'agissait pour lui, de faire une analyse sans partie pris, une analyse des tenants et aboutissants du thème pour parvenir à une conclusion qui va interpeller toute la jeunesse. Ceci fait, des activités sont en préparation pour que les voix du Club RFI, en dehors de l'émission qu'il anime sur la RFI, soient entendues afin d'impacter encore plus à travers leurs idéaux. Du reste, ces jeunes bénéficient de l'accompagnement du Dr Kiéno qui les encourage à aller dans le sens des débats intellectuels et les confrontations d'idées pour un véritable éveil de la jeunesse.

Nicole A.B. OUEDRAOGO



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Ministre ivoirien des Transports à la Primature : L'amélioration du secteur des transports entre le Burkina et la Côte d'Ivoire au centre des échanges

Région du Centre

Le Premier Ministre Paul Kaba THIEBA a reçu en audience le ministre ivoirien des transports, le lundi 13 mars 2017. Le secteur des transports entre le Burkina et la Côte d'Ivoire était au cœur des échanges. Les deux pays entendent œuvrer à lever les préoccupations inhérentes au développement de ce secteur dans leurs échanges.

Le secteur des transports est un maillon essentiel dans les relations entre le Burkina et la Côte d'Ivoire. Toutefois il connaît des difficultés communes aux deux états. Le ministre ivoirien des Transports et son homologue du Burkina se penchent sur la question à Ouagadougou et mettent le Premier Ministre à contribution en vue d'y trouver des solutions à même de développer ce secteur.

Paul Kaba THIEBA a reçu en audience la délégation ivoirienne conduite par le ministre ivoirien des Transports Amadou Koné le lundi 13 mars 2017, venue partager avec lui la substance de sa présence aux « Pays des Hommes intègres ». « Nous avons commencé à travailler depuis le matin avec mon frère monsieur le ministre et il était important de venir prendre aussi des instructions de Monsieur le Premier Ministre. Nous avons parlé du chemin de fer. Nous avons aussi parlé de transport aérien et de fluidité routière sur le



Le Premier Ministre Paul Kaba THIEBA a reçu en audience le ministre ivoirien des transports.

corridor Abidjan-Ouagadougou. Abidjan et Ouagadougou et la fluidité routière.

Sur l'ensemble de ces questions nous avons entendu M. le Premier Ministre qui a bien voulu nous faire part de ses préoccupations qui sont aussi les mêmes que celles du gouvernement ivoirien », a expliqué M. Koné. Ces préoccupations résident essentiellement dans le renforcement la coopération dans le transport aérien afin que les coûts d'exploitation soient acceptables et supportables par leurs différentes compagnies des deux pays (AIR CÔTE d'IVOIRE et AIR BURKINA), la réhabilitation du chemin de fer en vue d'augmenter les capacités ferroviaires entre

Sur ces différentes questions le ministre ivoirien des transports mentionne que des techniciens sont à pied d'œuvre pour proposer des solutions. « Nous allons continuer à travailler avec M. le Ministre, les experts burkinabè et ivoiriens pour faire en sorte que demain, à l'issue de nos travaux, nous puissions leur présenter des solutions aux préoccupations soulevées, qui sont les préoccupations connues de tous », a indiqué Amadou Koné.

DCI/PM



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

Relecture du Code pénal du Burkina Faso : Un conseil de cabinet élargi, pour finaliser l'avant-projet de loi portant Code électoral

Région du Centre



Les participants.

Le ministère de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique tient du lundi 13 au vendredi 17 mars 2017 au Conseil régional du Centre à Ouagadougou, un conseil de cabinet élargi aux responsables de structures intervenant dans la lutte contre la criminalité. En effet, outre les représentants de la chancellerie et des juridictions, participent à ce conseil, des représentants : des syndicats du MJDHPC (SAMAB, SBM, SMB, SYNAG, SGB, SYNAGSP, SYNADH) ; de l'Ordre des avocats ; de l'Ordre des notaires ; de la Chambre nationale des huissiers ; de la

police judiciaire (Police nationale et Gendarmerie nationale), des Eaux et forêts et des Douanes.

Ils vont finaliser l'avant-projet de loi portant Code pénal, avant sa transmission au COTEVAL, puis au conseil des ministres, et enfin à l'Assemblée nationale pour adoption.

Les travaux du conseil ont été ouverts par le ministre de la Justice, des Droits humains et de la Promotion civique, Garde des Sceaux, Bessolé René BAGORO qui avait à ses côtés, le Secrétaire général du ministère, Paulin BAMBARA et le Directeur général de la politique criminelle

et du Sceau, Pascal BAMOUNI.

Le Garde des Sceaux a notamment rappelé l'objectif de la relecture qui est d'adapter le dispositif juridique répressif aux réalités du pays, pour une lutte davantage plus efficace contre la criminalité.

En rappel, l'avant-projet de loi portant Code pénal a été validé au cours d'un atelier tenu les 18 et 19 juin 2015.

Le MJDHPC entend mettre à la disposition des praticiens du droit et des justiciables, un Code pénal moderne et actualisé pour une justice plus accessible et efficace.



ACTIVITE DU GOUVERNEMENT

L'Assemblée nationale met en jeu une coupe en football dénommée « coupe de l'Assemblée nationale »

Région du Centre



Le Présidium.

Pour se faire, une convention de partenariat a été signée ce lundi 13 mars 2017, entre le Président de l'Assemblée nationale Salifou Diallo, le ministre des Sports et des loisirs Tahirou Bangré et le président de la Fédération burkinabè de football Sita Sangaré.

Une signature suivie d'une conférence de presse. La coupe

d'un coût estimé à près de 100 millions de francs CFA, concerne les catégories cadettes et minimes de l'ensemble des provinces et Régions du Burkina Faso. Elle a pour but de promouvoir la pratique du sport à l'intérieur du pays, et vise à faire du football un facteur de cohésion sociale et de paix. Le début du tournoi est prévu pour le 25 mars 2017 à Kaya. Les compétitions se dérouleront en inter provinces, puis entre

régions. Les deux meilleures régions joueront la finale à Bobo-Dioulasso. La donatrice de la coupe, l'Assemblée nationale avec l'appui de ces partenaires assure le financement de la compétition. Le ministère des Sports et loisirs supervise la manifestation et la FBF apporte son expertise technique. Au total, 272 matchs seront joués à travers le pays dans le cadre de cette compétition.

ABONNEZ VOUS À NOTRE QUOTIDIEN

Recevez l'actualité du jour, à 12 000 f cfa / ans



ACTIVITÉ DU GOUVERNEMENT

Incendie au marché de Nioko II : Une délégation gouvernementale sur les lieux

Région du Centre



Visite du marché de Nioko 2 par le Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, #Simon_Compaoré et son collègue du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat, #Stéphane_Sanou.

Une mission gouvernementale composée du Ministre d'Etat, Ministre de la Sécurité, #Simon_Compaoré et son collègue du Commerce de l'Industrie et de l'Artisanat, #Stéphane_Sanou, s'est rendue le mardi 14 mars 2017 au marché de Nioko 2, situé à la périphérie de la capitale sur l'axe Ouagadougou-Kaya. La délégation conduite par le Ministre d'Etat, Simon Compaoré, est allée témoigner la compassion du gouvernement aux sinistrés de l'incendie du marché survenu dans la matinée du vendredi 10 mars 2017.

Les émissaires du gouvernement ont d'abord eu une rencontre avec les populations pour leur livrer le message de soutien et de compassion du Président du Faso et du Premier Ministre. « Nous sommes venus constater de visu l'ampleur des dégâts avec l'équipe gouvernementale et témoigner notre compassion à ceux-là qui ont été affectés, victimes de ces incendies et les rassurer que le gouvernement et toutes les volontés seront à leurs côtés pour les accompagner du point de vue conseil et assistance multiformes», a déclaré le chef de la délégation. Le Ministre en charge du commerce, pour sa part a indiqué qu'« une commission sera créée pour voir comment aider les

commerçants qui ont eu des pertes ». La mission a par la suite visité les décombres où des hangars ont été complètement incinérés, et s'est rendue dans le magasin de EBOMAF situé à proximité du marché, où les flammes s'y sont déportées, ravageant des anciens véhicules garés et des pneus. Notons la présence à cette sortie gouvernementale, d'une délégation de députés du Kadiogo, du maire de la ville de Ouagadougou et des autorités de l'arrondissement n°9 de la capitale.

La Direction de la Communication et de la Presse Ministérielle du Ministère de la Sécurité



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

Poste: Admin/Fin/HR
Coordinator, Kurdistan irakien

Description

PRESENTATION GENERALE

Description de l'organisation:

La Chaîne de l'Espoir est une association française sans but lucratif fondée en 1994 est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. La Chaîne de l'Espoir est un réseau d'expertise médicale et chirurgicale. Un joueur clé dans les soins de santé, l'organisation est engagée à fournir un traitement médical et l'éducation pour les enfants qui en ont le plus besoin.

le contexte de la mission

Suite à une mission d'évaluation en Janvier 2016, la Chaîne de l'Espoir a établi une mission permanente en Irak pour fournir des services médicaux et de chirurgie essentiels sauvetage en mission Dohouk et Ninive Governorates. The en Irak soutient la mise en place et le fonctionnement de la chirurgie services dans deux endroits de Ninive Governate, en collaboration avec les directions de la santé pour Ninive et Dohouk. Les projets chirurgicaux aborde d'urgence stratégique et les besoins humanitaires vitaux dans les zones sous-desservies. Dans le cadre de Mossoul bataille, CDE fournit également des soins médicaux d'urgence aux civils blessés et affectés.

PROFIL DE L'EMPLOI:

Titre du poste: administration, finances et coordonnatrice des ressources humaines

Lieu de travail: Erbil et Dohouk, au Kurdistan, en Irak

Date de début de la mission: 10 Avril 2017

Durée de la mission: 6 mois

Placez au sein de l'organisation: Hiérarchiquement responsable devant le coordonnateur général

Conditions: package attractif Négociable en fonction du profil et de l'expérience.

Dimension de l'emploi: L'objectif général du Coordonnateur Administration / Finance / RH est de veiller à la mise en place et de superviser la mise en œuvre de toutes les procédures liées à l'administration, la gestion des finances et de la gestion des ressources humaines, ainsi que la formation de l'équipe locale afin de soutenir les programmes actuels et futurs. Le / Finance / Coordinateur RH Admin est responsable de la bonne gestion financière, la comptabilité et la gestion budgétaire de la mission ainsi que la gestion des ressources humaines et les dossiers administratifs et juridiques.

RESPONSABILITÉS ET TÂCHES DE BASE:

A : Administration

Supervise dossiers administratifs et garantit que le statut et le fonctionnement

de la mission sont conformes juridique avec les exigences de la réglementation du pays.

Maintient à jour des informations dans les développements en matière de droit et de la réglementation des ONG.

Maintient et rapports sur l'évolution de la réglementation des ONG et administrateur assistant mensuel NCCI HR / Administrateur forum réunion

B : Finance

Veiller à ce que les procédures de financement de la mission sont en ligne avec la politique de la finance mondiale CDE et mis en place des pratiques organisationnelles

Veiller à ce que les règles et les règlements donateurs sont respectés dans la gestion des finances pour des projets spécifiques

Établit et met en œuvre des systèmes de financement nationaux spécifiques et des lignes directrices

Assurer des services de comptabilité pour la mission

Préparer, gérer et assurer le suivi des budgets des missions et des projets, des propositions financières, les rapports financiers, la clôture comptable mensuel, la demande de trésorerie

Contribuer et se préparer à des audits financiers

C: Human Ressources

Superviser toutes les fonctions

La suite à la page 14.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 13.

et procédures (employés nationaux et internationaux) humaines gestion des ressources

Assurer la HR réglementation sont en conformité avec le droit du travail local et règlement intérieur

Participer et assurer la qualité et la transparence des processus de recrutement

Suivi de la base de données des ressources humaines et de gérer en conséquence CONTRATS, feuilles, etc.

D: Renforcement des capacités

Former le / déf équipe locale admin / HR

Identifier les besoins de formation et de proposer des activités de renforcement des capacités

E: Représentation / coordination

Assister aux réunions pertinentes

Coordinae with les autorités locales et les partenaires internationaux pour toutes les questions liées à l'administrateur / Fin / HR

En l'absence du Coordonnateur General, représentent CDE vers des partenaires extérieurs.

Ville Dohouk, au Kurdistan, en Irak

Expériences / Formation du candidat

Formation professionnelle:

Licence en Finance, RH, administration des affaires ou diplôme équivalent

Expérience professionnelle:

Expérience minimum de terrain 2 ans avec les ONG internationales en matière de comptabilité et de gestion financière.

Expérience de la supervision du personnel national.

Expérience dans la gestion et la connaissance des donateurs concernés subvention accorder des politiques et des procédures (ECHO, l'ONU, le français de l'AMF, etc.)

Langues parlées

Maîtrise de l'anglais (parlé, lecture et écriture);

Arabes ou kurdes compétences langage un avantage

Qualité du candidat

Connaissances en informatique: Word, Excel Excellentes compétences, SAGA sera un atout

Bonnes capacités de reporting, avec la capacité éprouvée dans le rapport financier écrit.

Excellentes aptitudes interpersonnel; capacité à motiver et collègues plomb

Excellentes aptitudes à la coordination et la capacité de mentor / coach personnel

Expérience de travail dans des environnements précaires ou les situations d'urgence complexes.

Fonctions Coordination, Gestion de projet, Encadrement, Direction, Organisation, Administration, Ressources Humaines

Activités **Economie, Administration, Ressources Humaines**

Pays **Orient, Irak**

Contrat **CDD, Volontariat / service civique**

Durée du contrat

6 mois

Salaire / Indemnité

package attractif Négociable en fonction du profil et de l'expérience

Documents à envoyer

Processus de demande: CV + Lettre de motivation + 3 références à envoyer à tjanny@chainedelespoir.org ~ ~ V et plegoff@chainedelespoir.org

Date limite d'inscription: 31 Mars, 2017. En raison de la nécessité urgente de combler ce poste, les candidats pourraient être interviewés avant la date limite pour l'application. Seuls les candidats sélectionnés seront contactés.

Nom de la personne contact

Philippe Le Goff, Responsable RH

Thomas Janny, Coordinateur Urgences

Email de la personne contact tjanny@chainedelespoir.org

Date de fin de validité 31/03/2017



JOBS CAMPUS



Avis de recrutement

**Poste: Stage – Assistant-e
Admin, Finances,
Ressources Humaines**

Description

Organisation

Le Centre de Recherche et d'Information pour le Développement (CRID) est un collectif d'une cinquantaine d'associations de solidarité internationale françaises partageant une même conception du développement, solidaire et durable, passant par le renforcement des sociétés civiles. Voir www.crid.asso.fr

Les actions de solidarité internationale menées par le CRID et ses membres renforcent leur capacité collective d'influencer les décideurs institutionnels économiques et sociaux, amplifient la sensibilisation de l'opinion et la mobilisation citoyenne et s'inscrivent dans la dynamique de construction d'un mouvement de solidarité internationale.

Différents projets sont menés par le CRID en France : la Semaine de la Solidarité Internationale, l'Université d'été, Une Seule Planète, le Forum Social Mondial, Des Ponts Pas Des Murs. Ces projets sont articulés autour d'une équipe d'une dizaine de personnes, un budget de 1,1 millions d'euros en 2017, et dépendent de plusieurs bailleurs tant publics (AFD, collectivités territoriales, ministères, réserves

parlementaires, etc.) que privés (fondations, cotisations, etc.).

Le poste de stagiaire consiste à assister la chargée de gestion administrative, finances et RH dans le suivi quotidien de ce poste.

Descriptif de la mission

Sous la responsabilité directe de la chargée de gestion, le/la stagiaire participera à l'activité quotidienne du CRID pour tous les aspects financiers, administratifs et ressources humaines de l'association. Il-elle aura également quelques tâches spécifiques.

Il/elle sera plus particulièrement chargé(e) de :

Comptabilité et suivi budgétaire des projets

Participer à la tenue de la comptabilité générale du CRID (clôture mensuelle, clôture annuelle, avec suivi des pièces et contrôle de leur validité, encodage sur le logiciel CIEL, archivage, suivi de l'imputation analytique des dépenses, facturation ; etc.) ;

Participer au suivi de la trésorerie du CRID (surveillance du solde, préparation des paiements par virement après validation des chefs de projets, suivi des encaissements prévus, etc.) ;

Participer à l'élaboration des suivis budgétaires des projets, et du suivi budgétaire global du CRID, en lien avec les chefs de projets ;

Participer au contrôle du respect des procédures (finances, achats) ;

Mission spécifique de reprise de l'archivage des éléments achats (devis) : vérification des pièces physiques par contrat, et scannées ; le faire si besoin ;

Participer à l'élaboration des rapports financiers aux bailleurs.

Ressources Humaines

Participer au suivi des contrats du CRID (en cas d'embauche), des éléments de paye et de congés mensuels ;

Mission spécifique de reprise de l'archivage des éléments contractuels de ressources humaines (vérification des pièces physiques, scan de l'archivage papier) ;

Mise à jour du suivi du suivi CPF (avec DIF) et Evaluation

Participer à la mise en place ou la rénovation d'outils et de procédure RH

3. Administratif et services généraux

Etablissement de courriers, factures, reçus, etc.

Participer au suivi des services généraux de l'étage (copieurs, loyer&charges, salle de réunion, téléphonie&Internet, etc.) et à la résolution de problématiques ponctuelles.

Autres

Participer aux temps forts du CRID et de ses projets (journée archivage,

La suite à la page 16.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 15.

animations de la Semaine, etc.)

La liste n'est pas exhaustive, le-la stagiaire pourra être sollicité le cas échéant sur d'autres tâches.

Ville P a r i s

Expériences / Formation du candidat

Formation : Formation en comptabilité/gestion (« contrôle de gestion » ou « gestion financière »); (licence 3 minimum), cursus en faculté ou en école de commerce.

Expérience : un premier stage de 3 mois minimum dans ce domaine est obligatoire.

Langues parlées

F r a n ç a i s

Qualité du candidat

Qualités : Aisance relationnelle, organisation, rigueur et goût pour les

chiffres, capacité d'analyse et de synthèse, autonomie et initiative, capacité de travail en équipe, bonne maîtrise des outils bureautiques courants (Excel notamment).

Complément : Intérêt fort pour le secteur de la solidarité internationale

Fonctions
Organisation, Administration

Activités
Animation, Formation, Education, Economie, Finance, Administration, Ressources Humaines

Pays Europe, France

Contrat S t a g e

Durée du contrat

6 mois

Début de stage souhaités dès que possible

Stage avec convention obligatoire

Salaire / Indemnité

Gratification minimale obligatoire + remboursement de la moitié du prix des titres de transports quotidiens à Paris + 60% des tickets restaurant (valeur totale de 8€)

Documents à envoyer

CV + lettre de motivation (référence « Stage RAF CRID »)

Nom de la personne contact

Emilie Souchaud, Chargée de gestion financière

Email de la personne contact
e.souchaud@crid.asso.fr

Date de fin de validité 17/03/2017



Avis de recrutement

Poste: Lyon, Un(e)
Référent(e) RH pour un desk H/F, CDD 12 mois

Description

Indignés face à l'injustice que vivent les personnes handicapées et les populations vulnérables, nous aspirons à un monde solidaire et inclusif, où toutes les différences

nous enrichissent et où chacun peut « vivre debout.

Handicap International est une organisation de solidarité internationale indépendante et impartiale, sans affiliation politique ou confessionnelle, qui intervient dans les situations de pauvreté et d'exclusion, de conflits et de catastrophes. Œuvrant aux côtés des personnes handicapées et des populations vulnérables,

elle agit et témoigne, pour répondre à leurs besoins essentiels, pour améliorer leurs conditions de vie et promouvoir le respect de leur dignité et de leurs droits fondamentaux.

Présente dans plus de 55 pays, Handicap International est composée de 2 directions opérationnelles :

La Direction de l'Action Humanitaire (DAH)

La suite à la page 17.



JOBS CAMPUS

La suite de la page 16.

La Direction d'Action du Développement (DAD)

CONTEXTE : La DAD met en œuvre des activités au service des populations vulnérables, des populations réfugiées, déplacées et sinistrées, des personnes victimes de blessures et des populations exposées au danger des armes, munitions et engins explosifs. Elle est présente actuellement en Haïti, en République Démocratique du Congo, en République Centrafricaine, au Yémen, en Ukraine, au Liban, en Turquie, en Jordanie, en Syrie, en Irak, en Libye, au Laos et au Tchad. Le budget annuel de la DAD se situe autour de 45 millions d'euros.

Au sein de la DAD, il s'agit de renforcer l'équipe des Référents Ressources Humaines pendant une phase de transition organisationnelle au sein de la Direction des Opérations. Le portefeuille des pays à gérer reste à définir.

OBJECTIFS DU POSTE :

Sous la responsabilité du Responsable de l'Unité RH de la DAD (RURH), vous êtes garant de la bonne gestion des RH dans les pays de mission dont vous avez la charge. L'objectif principal est d'optimiser la composition et la gestion des équipes, le suivi individuel. Vous recherchez l'équilibre entre réponse aux besoins opérationnels immédiats et moyen terme. Vous participez aux discussions sur les objectifs du desk auquel vous êtes

rattaché(e) et à la définition des objectifs spécifiques RH. Vous en finalisez la rédaction, en assurez le suivi, et en établissez le bilan.

Vous animez et suivez la gestion des RH (personnel national et personnel international en mission) pour les pays du desk, dans le respect des politiques RH de l'Association, et des cadres RH plus spécifiques qui ont pu éventuellement être définis pour la DAD. Vous effectuez des visites terrain lorsque nécessaire.

Vos responsabilités sont les suivantes :

Responsabilité 1 : Contribuer au développement et à la mise en œuvre de la stratégie RH des programmes. Conseiller les managers du siège lors des ouvertures ou des revues de programmes sur les enjeux RH

En tant qu'interlocuteur RH privilégié des managers desks, vous apportez un premier niveau de réponses, un appui et des conseils pour l'ensemble des questions RH rencontrées

Vous coordonnez le staffing des missions du desk, sous la responsabilité du Responsable Programmes

Vous anticipez les besoins en recrutement terrain et apportez les ajustements nécessaires sur les descriptifs de poste managériaux à pouvoir

Vous identifiez et anticipez les besoins en formations

Vous participez à l'élaboration

et à l'adaptation des orientations, politiques et outils du département RH par sa connaissance des terrains.

Responsabilité 2 : Assurer le bon déploiement et la bonne utilisation des politiques et outils RH DAD sur les desks et programmes.

Vous veillez au déploiement des politiques RH pour le personnel nationale et internationale, au respect des législations sociales et à la mise en place et suivi des outils RH afférents avec une attention particulière à la gestion des risques et à la PSEA.

Vous apportez un support aux coordinateurs ayant la fonction RH dans la mise en place des politiques et outils RH sur l'ensemble des thématiques RH : rémunération et avantages sociaux, gestion du cycle des compétences, disciplinaire, droit du travail, prévention et gestion du stress

Responsabilité 3 : Assurer le suivi du personnel international en mission

Vous effectuez des points RH réguliers avec le responsable du desk et le chef de mission

Vous supervisez l'organisation des départs / fins de mission, et des briefings/débriefings

Vous assurez la remontée des synthèses des évaluations

Vous assurez les débriefings RH et faites remonter les informations au chargé de recrutement et mobilité en charge de son

La suite à la page 18



JOBS CAMPUS

La suite de la page 17

suivi entre deux missions
Vous participez à l'identification et au développement des futurs cadres et coordinateurs

Vous coordonnez la mise en place des entretiens d'évaluation annuels et des augmentations salariales

PROFIL REQUIS :

Vous avez idéalement une formation supérieure en ressources humaines

Vous disposez d'une expérience réussie de plusieurs années dans des fonctions de coordination administratives et RH sur les terrains d'intervention d'ONGI, au plus proche des préoccupations opérationnelles

Vous avez une bonne capacité de prise de recul par rapport aux problématiques soulevées, à intégrer l'environnement et la situation du programme dans les réponses apportées

Vous savez porter le cadre légal

Vous faites preuve de réactivité, êtes force de proposition et bénéficiez d'un très bon relationnel.

Vous maîtrisez parfaitement le français et l'anglais

Vous êtes mobile et pouvez assurer des visites terrain régulières sur vos pays

CONDITIONS DU POSTE:

Type de contrat : CDD de 12 mois à partir du 2 mai 2017

Salaire : A partir de 2250 € bruts sur 12 mois

Tickets restaurant

M u t u e l l e

39 heures hebdomadaires avec 22.5 jours de RTT à prendre annuellement

Des déplacements sur le terrain sont à prévoir

POSTULER :

Uniquement en ligne en joignant CV et Lettre de

motivation via le lien suivant :

https://hi.profilsearch.com/recrute/fr/fo_annonce_voir.hp?id=1957&idpartenaire=1

Pour plus d'information sur l'association : <http://www.handicap-international.fr/>

Ville L Y O N

Fonctions Ressources Humaines

Activités Ressources Humaines, Santé, Social

Pays Europe, France

Contrat C D D

Date de validité de fin de 26/03/2017

Appellez le + 226 76 60 97 21/ 72 08 05 05
Contactez nous par redaction@sc-mail.info

Faites vos annonces ici
Impactez comme jamais avant.
Espace spécialement réservé pour vous.



Fondé le 26 août 2013.

02 BP 5805 Ouaga 02
Burkina Faso
Tél: + 226 76609721
E-mail: redaction@sc-mail.info
Site web:
www.sciences-campus.info

Publications semestrielles et quotidiennes

Autorisations
n°5509P/2013/CAO/TGI.O/P.F.
n°1238/2016/CAO-TGI/OUA/P.F

Administration
OTC
Fondation Sciences-Campus

Directeur de publication
Siaka GOW

Directrice des rédactions
Eliane Bayala

Equipe de reportage
- Bernard M' Pempé Hien
- Augustin Nikiéma

Correspondants des provinces du Burkina

- Karim Ouattara
- Francois blanc
- Boureima Sogoba
-Augustin Irwaya Ouedraogo
- Tigiane Antoine Ki
- Blaise Sama
- Jean Paul Yekpaye
- Mamadou Goh
- Désiré Guigma
- Jérôme Bissyendé
- Frédérick PoOda
- Valentin Ouedraogo
- Moumouni Guio
- Nicole Ouedraogo
- Amédée Silga
- Karim Koala
- Ouaboué Bakouan
- Albert Tarpaga
- Paul Soma
-Arjouman Saganogo
- Joseph Kaboré
-Valentin Singbéogo
- Issa Sepama
- Hermann Toé
- Steven Issouf Barro

Correspondants pays

Montage
Eliane BAYALA
Aminata PORGO
Brenard HIEN
Oeil du professionnel

Distribution

Téléchargeable sur:
www.sciences-campus.info

Abonnement, insertion, couverture
médiatique

+226 76609721
+226 72080505
+22672080303

E-mail: redaction@sc-mail.info

Service commercial
+226 61 07 20 20

Représentation Bobo Dioulasso

Tél: +226 20954746
+226 72070909

Des questions de la recherche

Des questions des Universités

Des questions des Ecoles

Des questions d'Actualité

Des questions d'emplois

*Les réponses dans Sciences-Campus Info au quotidien en
version numérique à télécharger.*



PHARMACIES DE GARDE DE OUAGADOUGOU

11/03/2017 AU 18/03/2017 Groupe I

Avenir	25 36 13 38	Kabore Dominique	Saint Bernard	25 45 14 82	
Baowendsom	25 41 44 99	25 38 48 84	Saint Jean	25 37 00 33	
Beatitudes	25 37 47 11	Keneya	25 30 71 38	Siloé	25 40 27 46
Benaia	25 37 28 30	Kossodo	25 35 63 04	Song Taaba	25 36 64 62
Camille	25 36 61 27	Lanibougna	70 98 14 80	St François	d'Assisse
Carrefour	25 33 23 10	Liberté	25 41 01 31	25 36 85 85	
Centre	25 31 16 60	Magnificat	25 41 29 90	Tale	71 62 08 08
Desa	25 47 50 50	Maré	25 34 11 28	Trypano	25 33 29 41
Des Apôtres	51 44 58 58	Miniché	72 25 76 76	Wend La Laafi	25 43 12 13
Elite	25 41 91 77	Monderou	25 34 05 28	Wend lamita	25 34 15 87
Goulmou	25 43 63 05	Nouvelle	25 30 61 33	3Yathrib	25 40 23 88
Hope	71 14 22 22	Panacea	25 36 66 88		
Indépendance	25 31 27 17	Pelega	25 35 05 01		
Jobber	25 45 51 75	Rayib-Tiga	25 40 75 88		
Katra	25 37 20 13	Rivage	25 34 19 39		

ADRESSES UTILES

Ouagadougou

Pompiers: 18/ 25 30 69 48/ 30 69 47
Hôpital ambulance: 25 30 66 44 /45
ONEA: 22 22 76/77 25 34 34 60 - 80 00 11 11
SONABEL: 25 30 61 00
Aéroport: 25 30 65 15
Police secours: 25 30 71 00
Gendarmerie: 25 31 33 40

Bobo-Dioulasso

Pompiers: 18
Hôpital ambulance: 20 97 00 45/ 20 97 00 44
ONEA: 20 97 65 65/ 20 97 00 09/10 - 80 00 11 11
SONABEL: 20 97 00 60 / 98 22 30
Aéroport: 20 97 00 70
Burkina secours: 20 97 01 43
Police secours: 17
Gendarmerie: 20 97 00 59/ 20 97 00 33



ANNONCE



Former une ressource humaine performante



- **BTS / DTS**
Business Administration, Quality Management, Management of Financial Institutions, Management of Information Systems, Management of Logistics
- **LICENCE**
- **MASTER**

Fixe : +226 25 45 73 07 / 25 36 38 81
Cell. : +226 76 01 17 87
infoedu@ismtburkina.com

www.ismtburkina.com